

GUERRES DE RELIGION

Mythe ou réalité ?



POINTS CHAUDS

Chine, Côte d'Ivoire, Paraguay, Laos, Algérie

CONFLITS

Colombie, Balkans

HISTOIRE

Guerre de Sept Ans : le premier conflit planétaire

A : 10,80 € / BEL : 10,80 € / CAN : 14,70 \$ CAN / CH : 15,40 CHF / D : 10,80 € / DOM : 10,80 € / ESP : 10,80 € / FR : 10,80 € / GR : 10,80 € / IT : 10,80 € / LD : 10,80 € / MAR : 9,80 MAD / POR CONT : 10,80 € / ROM : 10,80 XPF

M 05660 - 93 - F: 9,80 € - RD



Retrouvez-nous sur Arelon24.news



07 / AGENDA



08 / CARTOGRAPHIE

→ 08 - L'acier en Europe, un secteur sous haute tension



10 / POINTS CHAUDS

- 12 - ANALYSE Hainan, l'île mystérieuse
- 17 - PORTFOLIO Pékin ouvre Hainan, zone franche pilote
- 18 - ANALYSE Côte d'Ivoire : le bilan inquiétant du « système Ouattara »
- 24 - ANALYSE Les trois fonctions du sport dans les relations internationales : miroir déformant, arène de rivalités ou catalyseur de paix ?
- 29 - PORTFOLIO Rencontre Trump-Kim : de « l'esprit de Pyeongchang » à « l'esprit de Sentosa »
- 30 - ANALYSE Le Laos va-t-il (peut-il) basculer définitivement dans la sphère géopolitique et géoéconomique chinoise ?
- 36 - ANALYSE L'Algérie à l'approche de la présidentielle 2019
- 41 - ANALYSE Paraguay : au défi de la méditerranéité
- 45 - PORTFOLIO Jérusalem, symbole de l'alignement et du pragmatisme paraguayens



46 / DOSSIER

- 48 - ANALYSE Afrique : violence de Dieu, ou violence des hommes ?
- 54 - ANALYSE Quelle est la part du religieux dans le dossier Rohingya ?
- 58 - ENTRETIEN Les minorités chrétiennes d'Orient au cœur des tensions liées à la question nationale
- 62 - ANALYSE Sunnites et chiïtes : rivalités et convergences
- 66 - ENTRETIEN La démocratie indienne malade de son « hindouité »
- 71 - FOCUS Le conflit israélo-palestinien est politique



72 / CONFLITS

- 74 - ANALYSE Colombie : l'application des accords de paix en suspens...
- 79 - PORTFOLIO Le nouveau président colombien veut renégocier l'accord de paix
- 80 - ANALYSE Les relations albano-serbes à l'aune du Kosovo
- 85 - PORTFOLIO Le casse-tête du djihadisme au Kosovo



86 / HISTOIRE

- 87 - ANALYSE La guerre de Sept Ans (1756-1763) et la naissance d'un nouvel ordre mondial



92 / ALERTES DE SÉCURITÉ



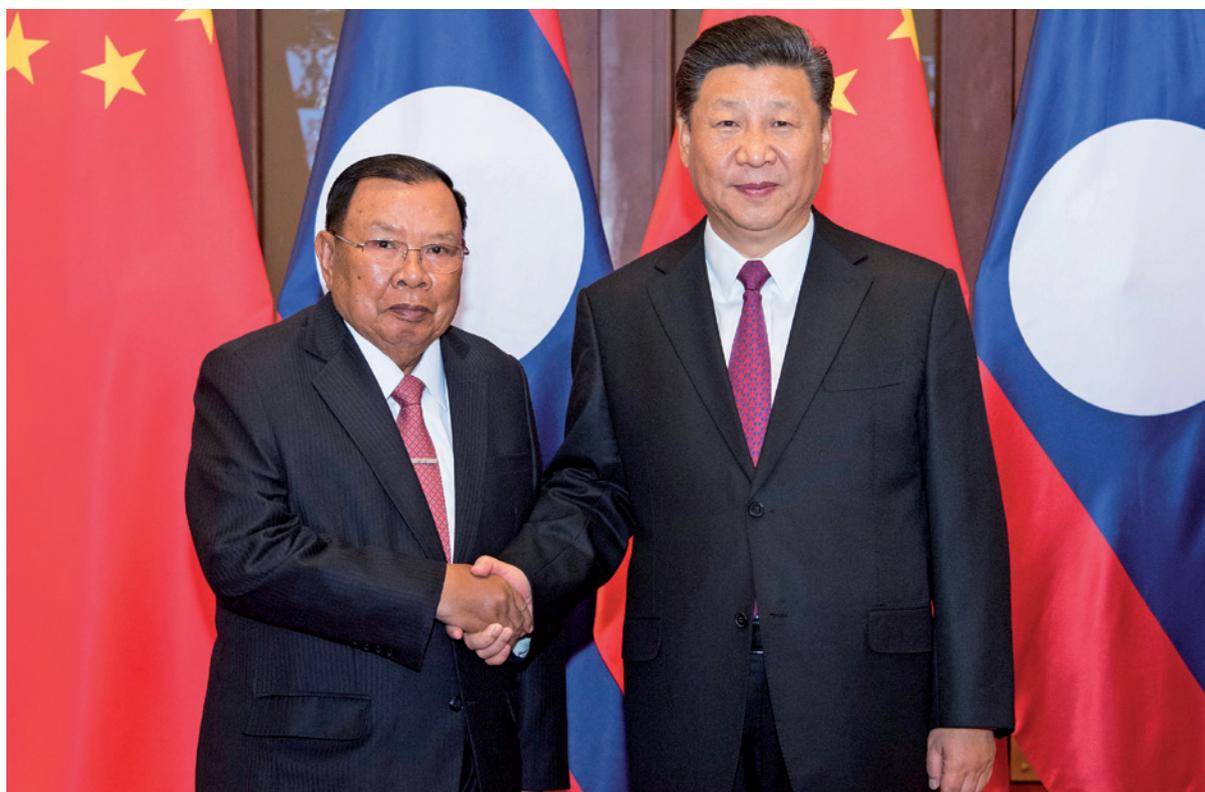
96 / LECTURES



analyse

Par **Éric Mottet**, directeur adjoint du Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG), co-directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est (OAE/UQÀM), et chercheur associé à l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC).

Photo ci-dessus : Le président chinois Xi Jinping (à droite) et son homologue laotien Bounnhang Vorachit se sont rencontrés à Pékin le 30 mai 2018 pour « faire progresser la construction d'une communauté de destin » scellée lors de la visite du leader chinois à Vientiane, fin 2017, en renforçant leurs collaborations aussi bien stratégiques et sécuritaires qu'économiques, le Laos étant devenu une pièce essentielle pour Pékin dans l'architecture asiatique de son initiative « Belt and Road ». (© Xinhua/ Li Xueren)



Le Laos va-t-il (peut-il) basculer définitivement dans la sphère géopolitique et géoéconomique chinoise ?

De plus en plus présente au Laos, la Chine y renforce un partenariat multiséculaire. Si cette coopération est motivée de part et d'autre par des considérations autant géopolitiques qu'idéologiques et économiques, elle n'est pas dénuée de difficultés et surtout d'une asymétrie susceptible, à l'avenir, d'en réduire la portée.

Que ce soit aux yeux de Pékin ou de Vientiane, la coopération bilatérale sert des objectifs politiques et économiques intérieurs et renforce la légitimité des régimes en place. Parmi les motivations chinoises, le Laos étant un pays frontalier, soulignons le fait que c'est un pivot géostratégique qui permet à la fois de pénétrer en direction de l'Asie du Sud-Est et de renforcer les interconnexions routières

et ferroviaires de la région, à travers le projet des nouvelles routes de la soie. Par ailleurs, les ressources naturelles du Laos permettent à la Chine de répondre à ses importants besoins en lien avec son mode de développement très énergivore. Enfin, Pékin voit à travers le renforcement de sa coopération avec le Laos le moyen de diminuer l'influence des pays voisins, notamment le Vietnam. Côté laotien, la Chine participe activement



au développement économique du pays – et de ses élites politiques et économiques – et soutient les dirigeants du Laos qui souhaitent échapper à un huis clos historique et géographique avec le Vietnam et la Thaïlande.

Accélération de la coopération tous azimuts avec la Chine

Le Laos a été pendant longtemps décrit comme un pays isolé. C'est en effet le seul pays de l'Asie du Sud-Est à ne pas avoir d'accès à la mer et c'est également le plus montagneux de la péninsule

pré carré, conformément au système tributaire qui règlementait autrefois la région. Néanmoins, historiquement, la Chine n'a jamais annexé ni dominé le Laos comme l'ont fait les autres voisins. En outre, depuis la création de la République démocratique populaire Lao (1975), les deux pays sont très proches sur le plan idéologique et politique. Cependant, pendant la guerre sino-vietnamienne (1979), la jeune RDP Lao dut faire le choix difficile de défendre la position du Vietnam (2) et de renoncer à l'amitié avec la Chine, avec qui les

China, moins chers que ceux venant du Vietnam et de Thaïlande, inondent les étals des marchés urbains et ruraux du Laos. Les compagnies chinoises, qu'elles soient privées ou étatiques, investissent dans des secteurs économiques clés tels que l'énergie (hydroélectricité), les ressources naturelles (minerais, bois, etc.), les cultures agro-commerciales (hévéa, banane, etc.), les infrastructures de communications (ponts, routes), le tourisme (hôtels, restaurants, casinos). Très présente dans le Nord-Laos, la Chine intervient également auprès de Vientiane pour prendre en main des plans de développement, le Laos souhaitant bénéficier de l'expertise technique chinoise ; c'est notamment le cas pour la construction du chemin de fer. Le régime de Vientiane suit attentivement l'évolution du modèle de développement chinois, dont il s'inspire fortement. Aux yeux des dirigeants laotiens, ce système offre les

“ Le pays est (re)devenu intéressant pour Pékin à partir du moment où il constituait un allié stratégique dans son projet visant à reprendre pied en Asie du Sud-Est, considérée comme son pré carré. ”

Indochinoise (Birmanie, Cambodge, Laos, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Vietnam). Néanmoins, sa position spécifique au cœur de la péninsule l'a fait bénéficier d'une situation dynamique de carrefour et d'activités prospères en tirant profit des réseaux d'échanges et de commerce qui, dès le premier millénaire de l'ère chrétienne, reliaient par de nombreuses routes caravanières la Chine et l'Asie du Sud-Est. Les marchands chinois empruntaient les routes commerciales qui s'étendaient des frontières orientales du Tibet jusqu'aux provinces méridionales de la Chine (Sichuan, Guizhou et Guangxi). Carrefour de commerce, le *Muang Lan Xang* ou Royaume du Million d'éléphants, connaît son apogée entre le XV^e et le XVII^e siècle. L'arrivée des puissances occidentales à la fin du XIX^e siècle va bouleverser les équilibres régionaux et faire du Laos un territoire hautement stratégique, scellant le destin tragique d'un pays considéré alors par beaucoup comme un Shangri-La (1). Depuis une vingtaine d'années, la Chine s'est invitée au milieu des rivalités qui opposaient traditionnellement la Thaïlande au Vietnam pour le contrôle du Laos. Le pays est (re)devenu intéressant pour Pékin à partir du moment où il constituait un allié stratégique dans son projet visant à reprendre pied en Asie du Sud-Est, considérée comme son

relations diplomatiques furent de ce fait réduites, puis interrompues.

En réalité, si la Chine n'est pas totalement absente du Laos entre 1979 et 1989, notamment dès l'instauration du Nouveau mécanisme économique ou NME (3) (1986), c'est la crise financière et économique de 1997 qui va permettre à Pékin de reprendre solidement pied au Laos. La période de turbulences que traverse la Thaïlande à la fin des années 1990, dont le Laos est très dépendant économiquement, oblige Vientiane à chercher d'autres partenaires afin de diversifier les relations économiques. Cette réorientation stratégique économique internationale va jouer en faveur de la Chine, qui accueille très favorablement ce rapprochement. Les visites des chefs d'État Khamtay Siphandone en Chine (juillet 2000) et Jiang Zemin au Laos (novembre 2000) ont confirmé l'intérêt grandissant que s'accordent les deux pays et constitué un point d'orgue dans le processus de normalisation des relations diplomatiques. Depuis, les visites des gouvernants dans les deux pays se succèdent à un rythme soutenu, ce que la presse écrite en langues lao et étrangère (*Vientiane Times*) ne manque pas de souligner.

L'économie est bel et bien la pierre angulaire des relations sino-laotiennes. Les produits manufacturés *Made in*



meilleures garanties de développement économique et de stabilité politique. En outre, à bien des égards, Pékin est un allié peu regardant sur la politique intérieure menée par Vientiane, du moins, bien plus accommodant que les pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), et ce, malgré le principe de non-ingérence prévalant au sein de cette institution.

Incontestablement, la Chine bénéficie aujourd'hui d'un capital de sympathie, auprès des plus jeunes dirigeants laotiens en particulier, et de la population urbaine en général (dont les enfants étudient désormais en Chine). Ce n'est en revanche pas le cas auprès de la

Photo ci-dessus :

Soldats du *Pathet Lao* à Vientiane, en 1973. Le Laos fut le théâtre d'une guerre par procuration pendant le conflit opposant le Vietnam aux États-Unis, car, bien que les accords de Genève (1962) eussent consacré la neutralité de ses terres, elles étaient stratégiques à bien des égards pour les belligérants. À l'issue du conflit, en 1973, l'instabilité profita au groupement politique et paramilitaire du *Pathet Lao*, désormais dominé par les communistes, qui prendra le pouvoir deux ans plus tard. (© DoD)



Points chauds

Photo ci-contre :

Avec ses 7,5 km, le Nam Khone actuellement en chantier (photographié ici en mai 2018) sera le pont le plus long du chemin de fer qui reliera bientôt Kunming, en Chine, à Vientiane, la capitale du Laos. Comme le reste du projet, sa construction est assurée par une entreprise chinoise *ad hoc*, le China Railway Engineering Group. Dans le cadre des nouvelles routes de la soie, le tracé se prolongera jusqu'à Singapour, en passant par la Thaïlande (où le gouvernement a également signé fin 2017 les premiers contrats avec une entreprise de construction chinoise) et la Malaisie. La Chine cherche à développer le fret ferroviaire dans la partie péninsulaire de l'Asie du Sud-Est pour accéder à l'océan Indien sans passer par la mer de Chine méridionale, région stratégiquement instable. (© Xinhua/Liu Ailun)



majorité des étrangers vivant au Laos et d'une frange de la population laotienne pour qui la stratégie d'investissements massifs, au mépris des équilibres locaux, est assimilée à du *hard power*, en d'autres termes à « une invasion chinoise ». En tout état de cause, le Laos a besoin de la Chine pour diversifier ses relations économiques et géopolitiques et contrebalancer ses deux autres voisins, la Thaïlande et le Vietnam. Bien que Vientiane entretienne des liens politiques et militaires privilégiés avec Hanoï ainsi que des liens économiques et culturels forts avec Bangkok, la Chine est aujourd'hui pour lui un partenaire incontournable.

Un territoire intégré au Belt and Road Initiative chinois

La construction d'une ligne de chemin de fer (voie unique) est sans conteste l'investissement le plus important de la Chine au Laos et marque l'intégration pleine et entière de ce dernier à l'initiative chinoise des « nouvelles routes de la soie » (BRI - *Belt and Road Initiative*) (4) par le début de la construction du corridor indochinois reliant la Chine à la Thaïlande à travers le territoire laotien. Le projet de près de 6 milliards de dollars s'étendra sur 414 kilomètres et devrait comprendre 32 gares (dont 21 opérationnelles dès l'inauguration), 75 tunnels (198 km) et 167 ponts (62 km) sur le chemin le plus direct en direction de Bangkok, via Nong Khai (Thaïlande) puis Kuala Lumpur (Malaisie) et Singapour, grâce à la construction d'un TGV entre ces dernières. Une fois achevé, le Kunming-Vientiane permettra aux passagers et aux marchandises de faire le trajet en 6-7 heures, alors qu'il faut actuellement plusieurs jours par voie

routière. La ligne de chemin de fer, doublée d'une autoroute, devrait être inaugurée en 2021. La construction de la voie rapide autoroutière, pour un coût de 1,2 milliard de dollars, entre Vang Vieng et Vientiane (113 km) par une coentreprise sino-lao débutera, elle, en 2018.

marchés étrangers d'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Malaisie, Singapour, etc.). En effet, si l'avantage réel d'un train à grande vitesse traversant le Nord du Laos à près de 200 km/h (160 km dans les portions montagneuses) n'apparaît pas évident à plusieurs observateurs, les doutes semblent moindres dans le cas du transport de marchandises entre le Laos et la Thaïlande, service ferroviaire qui n'existe pas actuellement. La construction en cours d'un terminal de conteneurs de 38 000 mètres carrés dans une zone adjacente aux installations de la gare laotienne de Thanalaeng (7,5 km du centre de Vientiane) et la future mise en place d'un guichet unique permettent d'envisager une baisse importante des coûts de transport (de 30 % à 50 %) au départ du Laos - coûts très élevés, principalement routiers, qui rendent jusqu'à présent les produits laotiens peu compétitifs par rapport à ceux de ses voisins.

“ Le régime de Vientiane suit attentivement l'évolution du modèle de développement chinois, dont il s'inspire fortement. Aux yeux des dirigeants laotiens, ce système offre les meilleures garanties de développement économique et de stabilité politique. ”

Le corridor économique ferroviaire traversant le Nord du Laos doit permettre, d'une part, de réduire les coûts du transport intra laotien, et, d'autre part, d'assurer le transport du fret entre les provinces chinoises de l'intérieur et les

Les travaux vont bon train : près de 25 % seraient d'ores et déjà achevés, travaux effectués par des milliers d'ouvriers, principalement chinois. Lors de sa visite officielle à Vientiane des 13 et 14 novembre 2017, le président

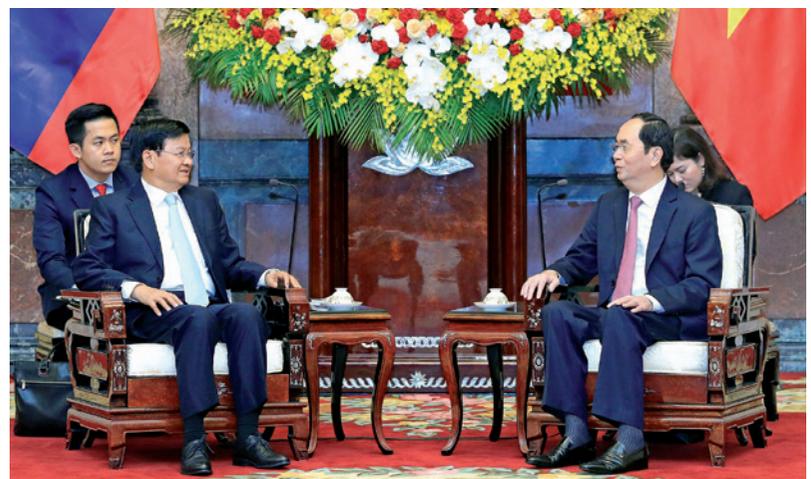


Photo ci-contre :

Le Premier ministre laotien Thongloun Sisoulith (à gauche) rencontre le président vietnamien Tran Dai Quang à Hanoï, le 30 mars 2018. En réponse à l'activisme chinois au Laos, l'allié historique vietnamien multiplie lui aussi les initiatives pour préserver sa « relation spéciale » avec Vientiane. « Le Parti, l'État et le peuple vietnamiens » offrent ainsi au Laos le futur siège de son assemblée nationale, pour un montant de 100 millions de dollars, qui devrait être achevé d'ici à 2020. (© Xinhua/VNA)



chinois Xi Jinping a affirmé sa volonté de construire une « communauté de destin d'importance stratégique » entre la Chine et le Laos, confirmant du même coup le changement de statut de Vientiane, devenu pour Pékin une pièce essentielle dans son initiative *Belt and Road*.

Des résistances au sein du Parti et de la société ?

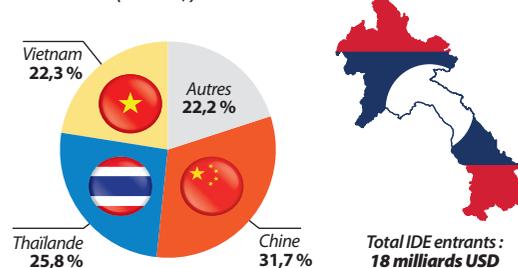
Lors de la tenue du X^e Congrès du Parti unique (5) (janvier 2016), certaines dissensions sont apparues au sein du Politburo, et ce malgré l'extrême opacité de la vie politique laotienne, alors même que le Parti utilise le congrès pour véhiculer une image de stabilité et de continuité politiques. Ces dissonances internes ont rapidement donné du grain à moudre aux défenseurs de la thèse de la rivalité entre la Chine et le Vietnam autour du Laos. En effet, au sein du Parti révolutionnaire populaire lao (PPRL), la rivalité des frères communistes est souvent évoquée, entre une faction pro-vietnamienne d'un côté et une faction prochinoise de l'autre. Beaucoup ont vu dans la nomination (6) de Bounnhang Vorachitt (président) et Thongloun Sisoulith (Premier ministre) la victoire de la faction pro-vietnamienne sur sa rivale prochinoise, ou du moins, un rééquilibrage stratégique en direction de Hanoï. Incontestablement, la montée en puissance de la présence économique et territoriale chinoise, qu'elle soit étatique ou privée, a été grandement facilitée par le duo précédent (Choummaly Sayasone/Thongsing Thammavong), notamment à travers l'attribution de nombreuses concessions et contrats d'exploitation des ressources naturelles, soulevant

“ Le corridor économique ferroviaire traversant le Nord du Laos doit permettre, d'une part, de réduire les coûts du transport intra laotien, et, d'autre part, d'assurer le transport du fret entre les provinces chinoises de l'intérieur et les marchés étrangers d'Asie du Sud-Est. ”

des inquiétudes parmi l'élite dirigeante et la population. De plus, sur le modèle chinois, le gouvernement laotien a multiplié l'ouverture de zones économiques spéciales et spécifiques (ZES) à proximité des frontières dans l'espoir de stimuler le développement économique du pays en s'appuyant sur le dynamisme des pays limitrophes, dont la Chine. À dire vrai, les dirigeants seniors du Parti n'ont pas apprécié la politique menée par le duo Choummaly/Thongsing, particulièrement le rapprochement tous azimuts avec la Chine. On l'aura compris, la politique menée au début des années 2010 a conduit à de fortes contestations au sein du Parti ; le renouvellement du Politburo a éteint les risques de conflits internes.

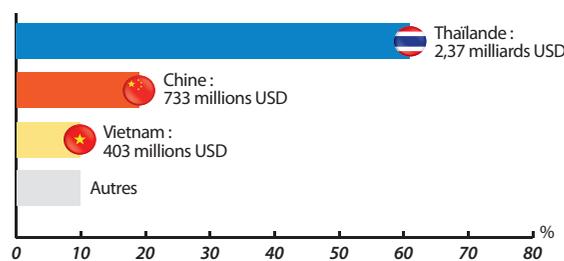
Pour preuve, le discours prononcé par le président sortant Choummaly Sayasone lors du X^e Congrès, faisant le bilan po-

Les IDE entrants au Laos par pays de provenance 1989-2015 (en US\$)



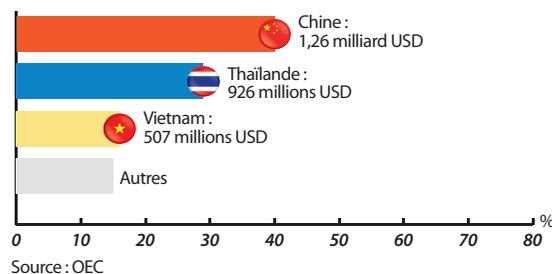
Source : Ministry of planning and investment Laos

Les trois principaux fournisseurs du Laos en 2016



Source : OEC

Les trois premiers clients du Laos en 2016



Source : OEC

litique de son mandat, a donné lieu à un exercice d'autocritique sur les mesures prises en matière d'alliance stratégique. Que son *mea culpa* soit sincère ou de façade, Choummaly a rappelé qu'il fallait développer les relations traditionnelles et la solidarité socialiste avec les amis stratégiques, élément nécessaire, voire indispensable pour la protection et le développement du Laos. L'intensification des « réunions de travail » bilatérales entre le Laos et le Vietnam, dans les mois qui ont précédé la tenue du X^e Congrès, a confirmé que les deux pays peuvent compter sur une loyauté mutuelle. Les Vietnamiens s'assurent la pérennité du PPRL et du régime à travers la visite continue de conseillers dans l'ensemble des ministères laotiens dans le but d'améliorer à la fois les capacités de l'État et l'assise économique du pays. À son tour, le Laos garantit à Hanoï son périmètre de sécurité en direction de l'ouest et des opportunités d'affaires. Pour autant, le poids de la Chine au Laos augmente, inexorablement, et rien n'indique que la jeune génération amenée à prendre le pouvoir au sein du Parti ne préférera pas la Chine au Vietnam, d'autant qu'une portion de plus en plus importante de ces derniers est désormais formée à l'École centrale du Parti à Pékin.

Photo ci-contre :

Le Premier ministre laotien est reçu par le président russe Vladimir Poutine, en mai 2016. Si la Thaïlande, la Chine et le Vietnam restent les trois principaux partenaires du Laos, celui-ci cherche à renforcer ses liens avec d'autres partenaires, notamment avec la Russie. (© kremlin.ru)



La « relation spéciale » avec le Vietnam est-elle en danger ?

Assurément, la « lutte de 30 ans » contre les « impérialistes » français, puis américains, a renforcé la « relation spéciale » entre les dirigeants communistes des deux pays. La forte implication des troupes du *Vietminh* au Laos s'explique alors par le fait que le Nord-Vietnam souhaite sécuriser les 2069 km de frontières communes avec le Laos, notamment l'accès à la piste Hô Chi Minh, primordiale dans la réussite de ses opérations militaires.

Après la prise de pouvoir par le *Pathet Lao* – plaçant du même coup le Laos dans le camp socialiste –, la dépendance envers le Vietnam s'accroît. Le Laos compte sur le « grand frère vietnamien » pour assurer sa sécurité et disposer d'une aide budgétaire et technique importante (aides apportées par l'URSS jusqu'en 1989). Les liens très étroits entre les nouveaux dirigeants laotiens et leurs compagnons d'armes vietnamiens sont consolidés, les cadres dirigeants étant formés et encadrés par les idéologues du Parti communiste vietnamien. Grâce à ce flux continu « d'étudiants », le Vietnam parvient à maintenir sa proximité avec les dirigeants et cadres lao – ce qui est encore le cas avec les dirigeants, hauts fonctionnaires et étudiants actuels.

La déclaration d'amitié signée le 18 juillet 1976 entre les deux gouvernements a ouvert la voie à une coopération multiforme confirmée par le traité signé le 18 juillet 1977 (7). D'une durée de 25 ans, puis tacitement reconduit tous les dix ans (Article 7), ce qui a été fait en 2002 et 2012, ce dernier se concentre sur la solidarité militaire, le développement économique et les échanges commerciaux. Au-delà de cette coopération, les affaires intérieures du Laos sont étroitement suivies dans les plus hautes sphères du pouvoir à Hanoï. Il faut en effet comprendre que le Vietnam perçoit le Laos (et le Cambodge) comme faisant partie de sa zone stratégique de sécurité. Effectivement, si le gouvernement laotien venait à vaciller, le régime de Hanoï serait lui-même en danger.

Dans le cadre de cette amitié spéciale, sont favorisés les investissements principalement dirigés vers les secteurs stratégiques de l'économie laotienne (agriculture, énergie, ressources naturelles, infrastructures). Cette coopération économique entre les deux pays s'accompagne de l'arrivée de nombreux travailleurs et touristes vietnamiens dont la circulation a été grandement facilitée par la signature en 2004 d'un accord bilatéral de libre

circulation des personnes (exemption de visa pour 30 jours). Le secteur bancaire est également concerné depuis quelques années, d'une part, avec la création de banques en co-entreprise (*joint-venture*) telles que la Lao-Viet Bank, et d'autre part, avec l'implantation de banques commerciales vietnamiennes (8), dans le cadre d'un accord de collaboration entre les banques centrales des deux pays (mars 2000).

Dans un contexte d'intégration régionale, les liens très forts entre les deux pays concernent également des intérêts économiques et stratégiques, le Vietnam comptant bien profiter de sa « relation spéciale » avec le Laos pour saisir les opportunités économiques.

Vers une rupture ou une continuité de la diplomatie laotienne d'équilibre des puissances ?

Le territoire laotien constitue l'un des pivots géographiques de l'Asie orientale. Quand on regarde la carte, le Laos apparaît en effet comme un nœud géostratégique entre le monde chinois et l'Asie du Sud-Est péninsulaire, ce qui peut se révéler parfois inconfortable. Le Laos ne peut – et n'a pu durant son histoire – négliger ses trois grands voisins, ni leur montée en puissance respective sur la scène régionale. Face aux ambitions de Bangkok, d'Hanoï et surtout de Pékin, le Laos peut

“ Le gouvernement laotien semble parfaitement conscient de l'intérêt stratégique que constitue son territoire et se montre tout à fait capable de négociations diplomatiques et financières avec ses puissants voisins. ”

paraître vulnérable. Il est souvent vu comme le prolongement territorial des pays frontaliers, une réserve de ressources permettant le développement économique des puissances régionales. Il n'empêche que Vientiane offre une résistance aux tentatives de prise de contrôle du territoire par la Thaïlande et le Vietnam hier, la Chine aujourd'hui et sans doute demain. Le gouvernement laotien semble parfaitement conscient de l'intérêt stratégique que constitue son territoire et se montre tout à fait capable de négociations diplomatiques et financières avec ses puissants voisins. Il joue habilement de sa position de *balancing* (équilibre), utilisant par exemple les ambitions de la Chine sur ses ressources pour contrebalancer l'exploitation unilatérale des ressources laotiennes par des hommes d'affaires thaïlandais peu scrupuleux (bois, mines). De même, Vientiane utilise le poids de la Chine, et la crainte que cela éveille au Vietnam, pour contraindre Hanoï à investir massivement, et ainsi lui permettre de garder sa place d'investisseur majeur au Laos (la Chine est devenue le premier investisseur en 2014, détrônant ainsi le Vietnam). Le Laos et sa population se montrent également capables d'offrir des résistances antichinoises (mise en place de moratoires), freinant ainsi



la poussée chinoise à travers son territoire et ses ressources. En fin de compte, le nationalisme laotien, savamment entretenu par Vientiane, permet de maintenir une certaine autonomie vis-à-vis des pays voisins. L'arrimage géopolitique du Laos dans son voisinage régional reste une priorité, mais Vientiane opte dans le même temps pour une coopération de plus en plus nourrie avec d'autres partenaires plus lointains (autres membres de l'ASEAN, Japon, Corée du Sud, Inde, Russie, etc.). Il n'en demeure pas moins que, comme dans bien des pays, la Chine expérimente au Laos depuis près de vingt ans ses stratégies de *hard* et *soft power*, en investissant des sommes importantes dans de grands projets, ouvrant un institut Confucius et développant les échanges culturels, en plus des liens économiques et commerciaux de plus en plus solides. Les succès sont importants, même si les résistances restent réelles, preuve que la Chine ne doit pas uniquement compter sur les moyens dont elle dispose, mais les accompagner d'une stratégie à la fois souple et adaptée aux attentes, particularités et

“ Le Vietnam perçoit le Laos (et le Cambodge) comme faisant partie de sa zone stratégique de sécurité. Effectivement, si le gouvernement laotien venait à vaciller, le régime de Hanoi serait lui-même en danger. ”

aspirations du Laos et de sa population. La stratégie d'investissements massifs au Laos, au mépris des équilibres locaux et du respect de la souveraineté de Vientiane, est incontestablement payante pour Pékin, mais pourrait être assimilée à un *hard power* plus qu'à un *soft power*. La Chine est en position de force au Laos, tout comme dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, mais elle n'est pas seule, et si elle ne parvient pas à apaiser les craintes qu'elle suscite auprès d'une partie de la classe politique et de la population laotienne, elle pourrait voir son influence stagner, voire se réduire au profit d'autres acteurs. Les investissements massifs opérés par la Chine sur le territoire laotien, notamment dans le cadre des « nouvelles routes de la soie », s'insèrent dans une géopolitique des provinces en marge de son territoire et des pays voisins. D'une part, Pékin concrétise sa stratégie consistant à reconnecter la province du Yunnan à son prolongement indochinois, faisant passer son positionnement territorial de « périphérie » à « centre », ou encore celle de faire de la province un pont entre la Chine et l'Asie du Sud-Est. D'autre part, Pékin veut faire du Laos (et de la péninsule Indochinoise) une voie de passage stratégique en direction des mers du Sud, et une éventuelle alternative au transport maritime via les nouvelles infrastructures de transport terrestres. À la lumière de ces investissements massifs, sur le plan financier et humain, on est interpellé par la prudence de certains observateurs qui, à propos des rapports entre la Chine et le Laos, nous rappellent les menaces d'une relation séculaire



déséquilibrée, voire tributaire. Elle soulève avec acuité la question des bénéfices réels pour le Laos, et sa population, de cette nouvelle ère de coopération avec la Chine.

Sur le plan régional, les investissements massifs opérés par la Chine sur le territoire laotien retiennent le Laos de prendre position sur des enjeux opposant la Chine à certains partenaires de l'ASEAN, dont les disputes en mer de Chine méridionale, ce qui réduit la marge de manœuvre géopolitique de Vientiane au sein de l'association, mais aussi vis-à-vis de la communauté internationale. En d'autres termes, au Laos de veiller à ne pas se faire écarteler par la Chine et de réussir à tirer profit de sa position géostratégique en équilibrant les alliances entre pays voisins et d'autres acteurs plus lointains. Les pays de la péninsule Indochinoise, Laos en tête, sont animés d'une volonté de constituer des partenariats de coopération stratégique et de maintenir un équilibre dans leurs relations bilatérales, et ce, malgré l'importante poussée multiforme de la Chine.

Éric Mottet

Notes

- (1) Lieu imaginaire connu pour la beauté de ses paysages.
- (2) Les dirigeants du *Pathet Lao* (État lao), qui regroupait l'ensemble des mouvements et des organisations indépendantistes, nationalistes, puis communistes, n'avaient pas oublié le soutien indéfectible reçu du Nord-Vietnam, et notamment l'aide logistique du *Vietminh* qui leur avait permis la conquête du pouvoir.
- (3) Transition vers une économie de marché inspirée à la fois de la Chine, de l'ex-URSS et du Vietnam.
- (4) Les « nouvelles routes de la soie », aujourd'hui plus souvent appelées *One Belt, One Road*, ont été rebaptisées par le gouvernement chinois *Belt and Road Initiative* en 2017.
- (5) Seul parti politique autorisé du pays.
- (6) Le président de la République est élu par l'Assemblée nationale (AN) pour un mandat de cinq ans. Il est assisté par le Premier ministre, qui dirige le Conseil des ministres (18 membres). Le Premier ministre et les ministres sont nommés par le président de la République après l'approbation de l'AN. En théorie, l'AN a le pouvoir de révoquer le pouvoir exécutif issu du Parti.
- (7) Cette date marque également l'Accord sur la démarcation frontalière entre le Vietnam et le Laos. Les deux pays se sont engagés à la restauration du réseau de bornes frontalières. Le bornage s'est terminé le 18 juillet 2012 et a été célébré lors du 35^e anniversaire de l'Accord.
- (8) MB Bank (Banque commerciale par actions de l'armée vietnamienne), BIDV (*Bank for Investment and Development of Vietnam*), Sacombank, VietinBank.

Photo ci-contre : Des travailleurs laotiens récoltent des galets sur un site d'extraction de sable le long du Mekong, à Vientiane. La portion laotienne du Mékong est creusée sans relâche pour fabriquer le ciment nécessaire au marché de la construction, en plein boom dans la capitale grâce aux financements et entreprises chinoises. Mais ce dragage détruit peu à peu le cours d'eau, source de revenus vitale pour des centaines de milliers de pêcheurs et paysans dans un pays très touché par la pauvreté en dépit des importantes ressources naturelles dont il dispose. (© Lillian Suwanrumpha/AFP)

Pour aller plus loin

Éric Mottet, « Laos : moralisation de la société, nouvelles routes de la soie et crise diplomatique », dans Abigaël Pesses et Claire Thi-Liên Tran (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2018 : bilan, enjeux et perspectives*, Paris, IRASEC et Indes Savantes, 2018.



OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Chaque mois, découvrez dans nos magazines
DIPLOMATIE (6 n°/an) & LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE (6 n°/an)
 le meilleur de la géopolitique et des affaires internationales

OUI, JE M'ABONNE OU J'ABONNE UN(E) AMI(E) :

**OFFRE N°1
 ABONNEMENT À DIPLOMATIE**



- 1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS**
 France métrop. 40€ DOM/TOM/Europe 55€ Reste du monde 70€
- 2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS**
 France métrop. 70€ DOM/TOM/Europe 100€ Reste du monde 130€

**OFFRE N°2
 ABONNEMENT AUX GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE**



- 1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS**
 France métrop. 45€ DOM/TOM/Europe 60€ Reste du monde 75€
- 2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS**
 France métrop. 80€ DOM/TOM/Europe 110€ Reste du monde 140€

**OFFRE N°3
 ABONNEMENT À DIPLOMATIE + LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE**



- 1 AN D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS**
 France métrop. 75€ DOM/TOM/Europe 105€ Reste du monde 135€
- 2 ANS D'ABONNEMENT • 24 NUMÉROS**
 France métrop. 140€ DOM/TOM/Europe 200€ Reste du monde 260€

Offres valables jusqu'au 30/09/2018 dans la limite des stocks disponibles

MES COORDONNÉES

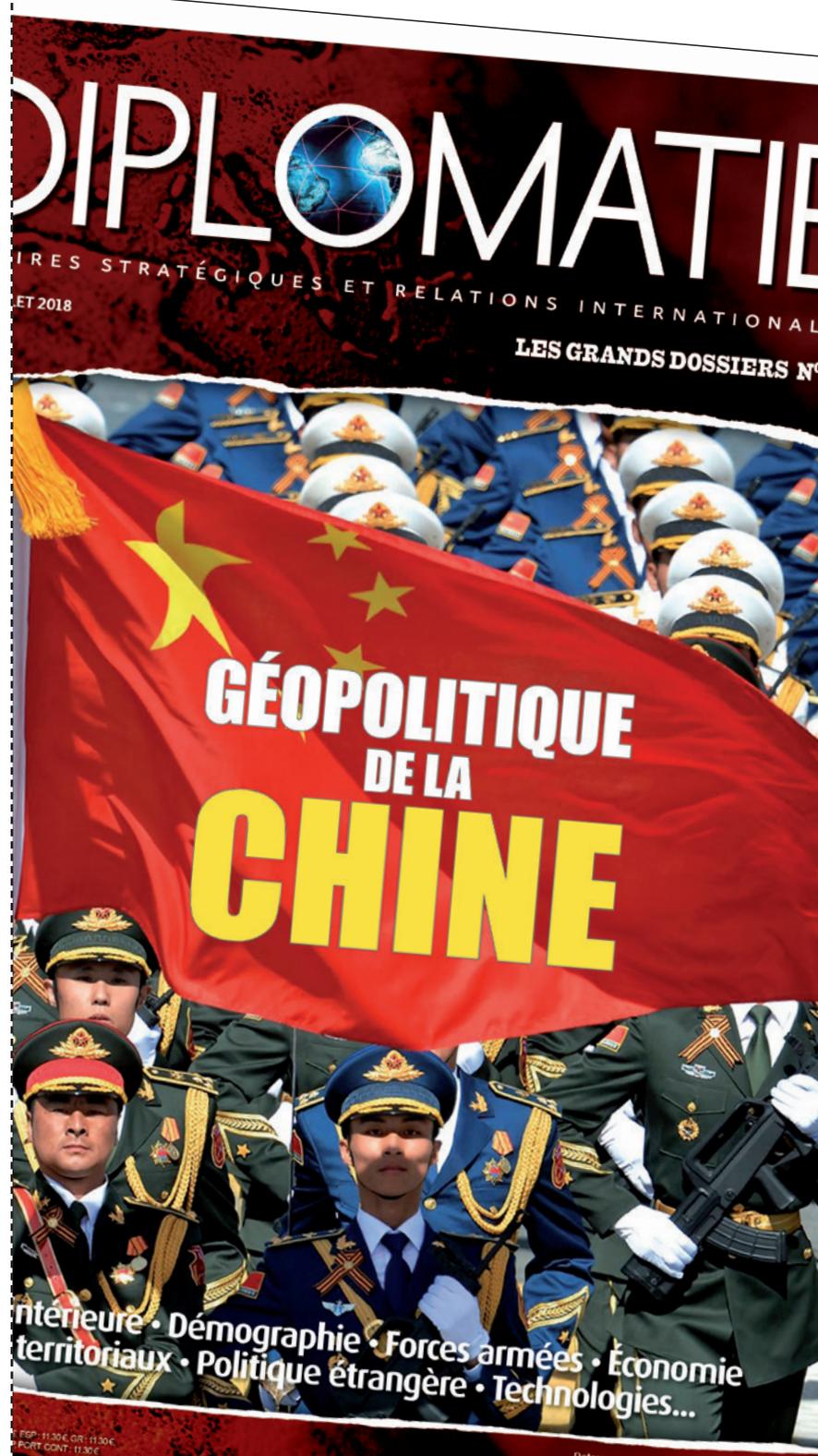
M. M^{me} M^{lle} Nom.....
 Prénom.....
 Adresse.....
 Code postal..... Ville.....
 Pays.....
 Téléphone.....
 E-mail.....

JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :

chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)
 par carte bancaire (VISA/ Mastercard) Date et signature (obligatoires)

N° de carte ____/____/____/____
 Date d'expiration ____/____
 Cryptogramme ____
(3 derniers chiffres au dos de la CB)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.



Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

areion24.news



À renvoyer par courrier à :

MAGAZINE DIPLOMATIE - SERVICE ABONNEMENT
 c/o BACK-OFFICE PRESS -12350 PRIVEZAC

Vous pouvez également vous abonner sur Internet : www.geostrategique.com